



HAL
open science

Révolte des quartiers populaires, crise du militantisme et postcolonialisme

Abdellali Hajjat

► **To cite this version:**

Abdellali Hajjat. Révolte des quartiers populaires, crise du militantisme et postcolonialisme. Ahmed Boubeker et Abdellali Hajjat. Histoire politique des immigrations (post)coloniales. France 1920-2008, Editions Amsterdam, pp.249-264, 2008, 978-2-35480-023-9. halshs-01059737

HAL Id: halshs-01059737

<https://shs.hal.science/halshs-01059737>

Submitted on 31 May 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

II

RÉVOLTE DES QUARTIERS POPULAIRES, CRISE DU MILITANTISME ET POSTCOLONIALISME

ABDELLALI HAJJAT

Les quartiers populaires ne sont pas composés que d'immigrés¹. Une relative diversité existe en termes de nationalité, d'âge, de statut social, de parcours scolaire, etc. Les luttes des « enfants de la banlieue » reflètent cette réalité et ont souvent tenté d'articuler la dimension sociale et la dimension raciale de leur condition, ne serait-ce que par la dénomination des associations (comme Mouvement de l'immigration *et* des banlieues). Cette réalité multidimensionnelle se retrouve dans la composition des révoltés² de novembre 2005 et il serait réducteur d'y voir exclusivement une révolte d'enfants d'immigrés. Pourtant, on pourrait mettre en lien cette révolte avec les précédentes révoltes de jeunes des quartiers populaires des années 1990.

À plusieurs reprises, un même scénario se répète : après qu'un jeune soit abattu par la police, des proches, des habitants du même quartier, se mobilisent et entendent substituer aux manifestations violentes des modes d'action politique perçus comme plus légitimes par les pouvoirs publics. C'est notamment le cas de l'association Agora créée en 1990 suite à la mort de Thomas Claudio à Vaulx-en-Velin, et de l'association Bouge qui Bouge créée en 1997 suite à la mort d'Abdelkader Bouziane à Dammarie-lès-Lys. Malgré l'aspect ponctuel de ces mobilisations, elles ont permis un mode de socialisation politique et l'émergence de véritables militants parmi les

¹ Une partie du texte reprend, en partie, l'article « Quartiers populaires et désert politique », in *Manière de voir*, n° 89, vol. octobre-novembre 2006.

² À l'encontre du terme « émeute » qui nie toute dimension politique aux événements, on préfère le terme « révolte ». Voir Gérard Mauger, *Les Bandes, le milieu et la bohème populaire*, Paris, Belin, 2006.

habitants du quartier, et contribué à la production d'un discours politique relativement cohérent articulé autour de revendications précises³.

Le contraste avec les révoltes de 2005 est saisissant. Alors qu'il s'agit des révoltes les plus massives de l'histoire des banlieues françaises, force est de constater que leur débouché politique semble introuvable. Il ne s'agit pas de nier leur dimension politique, mais de s'interroger sur les conditions de possibilité et les modalités de traduction d'une colère en revendications. Pour comprendre cette situation, rares sont les analyses sociologiques qui établissent une relation entre l'absence de porte-parole et l'histoire du mouvement de l'immigration et des banlieues. Or, les révoltes se sont déclenchées dans un contexte marqué par trois phénomènes reliés entre eux : 1) une crise profonde du militantisme dans les quartiers populaires, aggravée par les transformations de la condition ouvrière marquée par le précarité⁴ ; 2) l'hégémonie croissante du champ médiatique dans la définition des causes légitimes et la construction de la légitimité politique des mouvements politiques (on s'intéressera au cas du Mouvement des indigènes de la République) ; et 3) la primauté de la stratégie de reconnaissance identitaire.

Quartiers populaires : un désert politique ?

Dans les années 1990, pour les cas d'Agora et de Bouge qui Bouge, les habitants des quartiers ayant des dispositions à l'engagement ont bénéficié de l'expérience des militants de l'immigration des années 1980, qui a rendu possible la traduction sur la scène politique légitime d'une colère ancrée dans les rapports conflictuels entre les jeunes et la police. À Vaulx-en-Velin, le comité de soutien à la famille de Thomas Claudio s'est appuyé sur l'expérience politique des militants des JALB, qui avaient été les premiers à dénoncer la mort de Nordine Mehta en 1985. À Dammarie-les-Lys, des jeunes du quartier découvrent l'existence du MIB lors d'une distribution de tracts sur la double peine à la sortie de la prison de Fleury-Mérogis⁵. Ces rencontres ont permis l'auto-organisation des habitants, la définition de revendications et l'émergence de porte-parole reconnus⁶ dans le quartier (Pierre-Dider Tché-Tché Apéa à Vaulx, Samir Baaloudj et Faudil Ziani à Dammarie). En 2005, les choses sont différentes. À Clichy-sous-Bois,

³ Ces revendications sont loin d'être cantonnées au registre « identitaire ». Par exemple, l'affiche de la campagne « Justice en banlieue » (fin des années 1990) dénonce l'impunité policière, la justice à deux vitesses, les prisons mouroirs, le chômage programmé, l'éducation au rabais, l'islam criminalisé, le 17 octobre 1961 occulté, etc.

⁴ Robert Castel, *Les Métamorphoses de la question sociale*, Paris, Fayard, 1995 ; Stéphane Beaud et Michel Pialoux, *Retour sur la condition ouvrière*, Paris, Fayard, 1999 et *Violences urbaines, violence sociale*, Paris, Fayard, 2003.

⁵ Voir le récit de Samir Baaloudj dans *Vacarme*, n° 21, automne 2002, disponible sur <http://www.vacarme.eu.org/article375.html>.

⁶ Un bon indice de cette reconnaissance, jamais évidente et toujours à reconstruire, est le succès des manifestations demandant la condamnation des policiers inculpés et la sollicitation continue des militants par les habitants (notamment par l'intermédiaire de la permanence juridique pour Agora).

où s'est produit la mort de Zyed Benna et Bouna Traoré, on constate que le discours du réseau associatif local, notamment AC LE FEU (association créée suite aux révoltes), se distingue d'Agora ou de Bouge qui Bouge de plusieurs manières, reflétant les divisions existant dans les quartiers populaires.

AC LE FEU est portée par des militants dont le profil sociologique est relativement différent⁷. Le président, Mohamed Mechmache, a pourtant participé à la Marche pour l'égalité de 1983. Selon lui, « cette marche a servi, parce que la carte de séjour est passée à dix ans. Mais rien d'autre n'a été obtenu depuis⁸ ». Les initiateurs d'AC LE FEU se distinguent de la génération des « galériens » par leur intégration dans les structures associatives : Samir Mihi et Mohamed Mechmache, deux des fondateurs, sont respectivement animateur sportif à Clichy-sous-Bois et éducateur pour une association de prévention. Leur proximité avec les autorités locales leur permet d'être soutenus par le conseil général de la Seine-Saint-Denis⁹ contrôlé par le parti communiste et le maire socialiste de Clichy-sous-Bois. Alors même qu'elle semble avoir un « fort ancrage territorial¹⁰ », c'est peut-être en raison de cette position de dépendance vis-à-vis des autorités locales que l'association se revendique comme « apolitique¹¹ » et qu'elle veut faire « de la politique d'une autre façon, par la participation démocratique des citoyens¹² ». Cette trajectoire divergente par rapport à la génération du MIB les amène à s'engager dans des revendications et des modes d'action différents. Le principal objectif est de faire « remonter la parole des habitants des quartiers auprès des institutions supérieures¹³ » et la principale action consiste à remettre un « cahier de doléances » à l'Assemblée nationale. Le 25 octobre 2006, AC LE FEU organise une manifestation à Paris pour remettre le cahier aux députés, mais seulement quelques centaines de personnes y assistent, alors que les journalistes sont venus en masse, les consacrant médiatiquement.

Le contraste est saisissant avec la construction de la légitimité politique des mouvements de l'immigration et des banlieues à partir du terrain des violences policières, des morts suspects en prison et de la double peine. Puisque jusqu'à une certaine période, le Comité national contre la double peine était le seul soutien possible pour les familles d'expulsés, les militants ont parcouru certains quartiers populaires de la région parisienne et lyonnaise et y ont noué des relations privilégiées, en apportant leurs ressources militantes aux familles sans

⁷ À défaut d'avoir effectué une analyse sociologique poussée (entretiens avec les militants d'AC LE FEU), on se contentera d'indications qui ne servent que de hypothèses de travail.

⁸ Mohamed Mechmache (propos recueillis par Dominique Mezzi), in *Rouge*, n° 2177, 19 octobre 2006.

⁹ Antoine Menuisier, « BBR et AC LE FEU, la Diversity Pride de Sarko-Ségo », in *BondyBlog*, 2 mars 2007, <http://yahoo.bondyblog.fr/news/bbr-et-ac-le-feu-la-diversity-pride-de-sarko-sego>.

¹⁰ Selon Michel Kokoreff, « Les émeutiers de l'injustice », in *Mouvements*, n° 44, 2006, p. 34.

¹¹ Mohamed Mechmache, *Rouge*, *op. cit.* Une des justifications de refus de subvention consiste à dire que l'association, lorsqu'elle ne correspond pas à l'orientation de l'autorité, est « trop politique ».

¹² *Ibid.*

¹³ Voir la liste des objectifs sur <http://aclefeu.blogspot.com/>

entrer dans une logique de récupération politique de l'affaire. Aujourd'hui, ces mouvements reçoivent encore des demandes de soutien et du courrier de détenus subissant la brutalité de la police et du milieu carcéral.

Cette comparaison ne vise pas à démontrer que tel mouvement est plus légitime à représenter la catégorie improbable des « jeunes des cités » (les leaders en question ne sont plus « jeunes » et les « jeunes » ne sont pas un groupe homogène), mais à mettre en lumière les divisions sociales qui traversent le monde associatif des quartiers populaires. Ce contexte favorise l'invisibilité des mouvements autonomes des quartiers populaires pour les habitants eux-mêmes¹⁴. Cette invisibilité s'explique aussi par les obstacles à la politisation dans les quartiers populaires : répression des mouvements autonomes, récupération des associations, intégration individuelle dans les institutions socio-culturelles d'État, précarisation sociale d'une génération de militants, inégalité par rapport au politique et effondrement des socialisations partisanes et syndicales traditionnelles au sein des groupes ouvriers¹⁵.

Parmi les associations des quartiers populaires ou qui se réclament de l'immigration postcoloniale, toutes n'ont pas un discours politique subversif. Il existe en effet un espace associatif polarisé entre, d'une part, les associations d'entraide sociale ou religieuse, d'alphabétisation, d'aide aux devoirs, etc., et, d'autre part, les associations aux objectifs politiques clairement affichés. Cette polarité n'empêche pas que des militants naviguent d'un pôle à l'autre, les deux types d'activités n'étant pas contradictoires. Mais ces deux pôles sont contraints par les logiques d'attribution de subvention et la volonté d'un rôle d'encadrement des jeunes des classes populaires. On observe que les subventions et l'emploi dans le secteur social sont conditionnés par une neutralité politique vis-à-vis des autorités locales¹⁶.

Les associations les plus revendicatives ont toujours été réprimées par le gouvernement et les mairies, avec des méthodes qui varient en fonction des contextes politiques. Les mobilisations mettant en cause les brutalités policières ont tout particulièrement subi la répression, après le meurtre de Thomas Claudio à Vaulx-en-Velin, Youssef Khaïf au Val Fourré (Yvelines, 1991), Abdelkader Bouziane et Mohamed Berrichi à Dammarie-les-Lys, etc. Les actions contre

¹⁴ Un exemple parmi d'autres : peu de jeunes habitants des Minguettes connaissent l'existence de DiverCité et même la Marche pour l'égalité de 1983.

¹⁵ Stéphane Beaud et Michel Pialoux, *Retour sur la condition ouvrière, op. cit.*

¹⁶ Voir par exemple le récit de Benamara Zeghadi, éducateur spécialisé à l'Association de prévention de l'agglomération de Melun (APAM) ayant participé à la mobilisation sur l'affaire Mohamed Berrichi (Dammarie-les-Lys, 2001) : « [...] indignation généralisée de la part de l'APAM : « Vous n'êtes plus dans le travail social, vous êtes dans la fusion, vous n'avez plus la distance, la neutralité nécessaires. » Et ils ont voté une mise à pied, ainsi qu'envers mon collègue. [...] j'ai démissionné [...] D'un coup, les rouages politiques se sont dévoilés. L'APAM, financée par le Conseil général, est libre dans les actions qu'elle veut mener. Certes. Mais à son conseil d'administration siègent deux représentants de chacune des trois municipalités (Melun, Dammarie, Le Mée). Pour eux, l'intervention sociale est toujours en sursis, est toujours en situation de dépendance par rapport aux enjeux politiques de court terme, électoraux. » (*Vacarme*, n° 21, automne 2002).

l'impunité policière et une « justice de caste¹⁷ », très peu relayées par les grands médias, ont été attaquées par le biais de plainte en diffamation, de trouble à l'ordre public, et généralement sous la forme de quadrillage de fourgons de CRS ou d'opérations du RAID¹⁸. Après l'affaire Kelkal, le 11 septembre et la montée d'un climat islamophobe, certaines associations musulmanes lyonnaises ont connu une autre forme de répression : retrait des subventions suite à une note des Renseignements généraux, impossibilité de souscrire une assurance, de trouver une banque, etc. La répression contre toutes ces mouvances inscrites dans des dynamiques politiques a joué un rôle prédominant dans la criminalisation¹⁹ et la précarisation des militants de l'immigration.

Le deuxième phénomène est la récupération politique. La génération des militants des années 1980-1990 est prise en étau entre d'un côté les possibilités d'ascension sociale et les opportunités politiques offertes par les autorités (de droite comme de gauche) et, de l'autre côté, la volonté d'autonomie qui passe par un refus des compromissions avec le pouvoir en place et de la « folklorisation » des luttes de l'immigration. Suite aux mobilisations et aux émeutes des années 1980-1990²⁰, les municipalités des banlieues populaires commencent à prendre au sérieux les revendications de cette jeunesse politisée tandis qu'un divorce²¹ avec la gauche s'opère dans les quartiers.

De nombreux militants issus de l'immigration postcoloniale ont tenté d'entrer dans des partis politiques non gouvernementaux (Verts, Ligue Communiste Révolutionnaire, etc.), mais cette expérience est rapidement devenue une impasse : les contradictions entre les discours politiques et la pratique militante les ont conduits à désertter ces partis²². C'est par exemple le cas de Sakina Bakha, élue au conseil régional de Rhône-Alpes, et qui a pu constater les pratiques xénophobes ou paternalistes de certains élus de gauche²³.

¹⁷ Pour reprendre l'expression d'Abdelmalek Sayad réagissant à l'affaire Ahmed Boutelja dans « Exister, c'est exister politiquement. II^e partie : Les droits civiques pour une plus grande justice », in *Presse et Immigrés en France*, n° 136, décembre 1985, p. 12.

¹⁸ Par exemple, le 24 juin 2002, une barre du quartier du Bas-Moulin à Dammarie-lès-Lys est encerclée par 200 policiers (CRS, officiers de police judiciaire et tireurs d'élite du RAID, postés sur le toit du supermarché d'en face) pour... retirer des banderoles et nettoyer des tags ! S'ensuit un vaste contrôle d'identité des résidents de la barre et la mise à sac du local de Bouge qui Bouge.

¹⁹ Plusieurs militants ont été qualifiés de « terroristes de banlieue », d'« antisémites » ou d'« islamistes fondamentalistes » par la presse locale ou nationale, contribuant ainsi à leur marginalisation dans le champ politique local ou national.

²⁰ C'est après les émeutes de Vaulx-en-Velin que le ministère de la Ville est créé. Voir Sylvie Tissot, *L'État et les quartiers*, Paris, Seuil, 2007.

²¹ Voir Olivier Masclat, *La Gauche et les cités. Enquête sur un rendez-vous manqué*, Paris, La Dispute, 2003.

²² Cette désertion ne concerne que les militants pour qui la question de l'autonomie est importante, mais cela n'empêche pas que d'autres trajectoires d'intégration dans les partis existent.

²³ L'expérience malheureuse à gauche, dans lesquels certains militants n'ont pas pu trouver de position à la hauteur de leurs aspirations, a parfois fondé leur « revirement » politique en justifiant l'adhésion dans un parti de droite (voir le cas emblématique de Djida Tazdaït, passée

La difficulté à s'insérer dans ces partis politiques provient aussi du fait de l'inadaptation de leur habitus aux règles du jeu des professionnels de la politique. Passer de militant associatif à militant politique n'est pas chose facile, ce qui a souvent produit un sentiment d'incompétence (plus précisément, de ne pas maîtriser les règles du jeu partisan) chez des militants pour qui la logique des partis était étrangère.

C'est dans ce contexte d'une grandissante désillusion vis-à-vis de la gauche que naissent dans les quartiers populaires, à la fin des années 1980, de multiples associations de confession musulmane, dont certaines occultent complètement les questions politiques pour se consacrer au culturel, alors que d'autres, plus rares comme l'Union des jeunes musulmans (créée à Lyon en 1987), tiennent un discours politique revendicatif²⁴. Cependant, si les associations musulmanes sont implantées dans certaines cités, le mouvement de conversion à l'islam reste marginal, et la grande majorité des habitants n'est pas touchée par ce mouvement d'engagement politique par la conversion religieuse.

Le troisième obstacle est ce qu'on peut appeler l'échappée culturelle des militants issus de l'immigration. De la fin des années 1970 à nos jours, les rares « médias de l'immigration » du paysage médiatique français changent d'orientation éditoriale. Les premières radios libres (Radio Soleil à Paris, Radio Gazelle à Marseille), la revue *Sans Frontière* (fondée par des anciens du MTA) et l'agence IM'média sont conçues au départ comme une offensive contre les représentations négatives véhiculées par les médias français sur l'immigration et comme la construction d'espaces autonomes de production et de diffusion de l'information. Alors que la plupart de ces médias alternatifs, créés par des militants, étaient conçus comme des outils politiques véhiculant la contestation, on observe leur lente autonomisation vis-à-vis de la sphère du politique pour se fondre dans les exigences du monde médiatique. Ce changement éditorial s'accompagne de l'arrivée d'une nouvelle génération de médias (Beur TV, Beur FM, etc.) qui relèvent de la promotion de la « culture immigrée » et dont la dimension politique est absente. Seule l'agence IM'média conserve l'idéal d'autonomie, mais ne réussit pas se pérenniser dans le temps. La contestation portée par le hip hop, qui a été (et reste) un vecteur de politisation essentiel dans les banlieues françaises, a connu le même mouvement d'autonomisation vis-à-vis du politique.

Le quatrième élément réside dans un paradoxe : la conscience politique des militants de quartier émerge avec l'accumulation de capitaux scolaire et culturel (niveau d'étude plus élevé que la moyenne, connaissance plus fine de la société française, début d'ascension sociale, etc.) qui les prédisposent à ne plus résider dans les quartiers populaires. Les conditions de la politisation la défavorisent en même temps. Alors que l'École des années 1980 rendait plus probables

de leader du Mouvement autonome de l'immigration à Lyon à députée européenne dans le cadre d'une alliance avec les Verts, pour finalement rejoindre le Parti radical).

²⁴ Ce qui ne signifie pas un lien de causalité directe entre la désillusion vis-à-vis de la gauche et l'émergence des associations musulmanes. Leur construction relève d'une dynamique propre qu'il est impossible de décrire ici. Voir à ce sujet l'entretien de Yamin Makri dans ce livre, p. 217.

des trajectoires d'ascension sociale, le délabrement de l'enseignement public, les retraits des subventions des associations des années 1990 et les politiques publiques antisociales contribuent au non-renouvellement de la politisation d'une minorité de jeunes habitants des quartiers populaires. La précarisation croissante de la société française les touche avec plus de vigueur, et même les nouveaux militants « potentiels ».

Après un engagement de jeunesse dans le mouvement associatif souvent synonyme de « sacrifice individuel », certains décident de « se ranger », à cause de l'instabilité sociale du statut de « militant professionnel », de l'absence de perspectives politiques tangibles et de la difficulté d'articuler la sphère d'autonomie individuelle avec la sphère du fonctionnement collectif. Le militantisme de banlieue a un coût d'entrée exorbitant par rapport aux rétributions symboliques qu'il peut apporter. Il n'est donc pas rare de les retrouver dans les postes de chargé de mission ou d'éducateur dans les conseils généraux et les mairies, ou tout autre métier où ils peuvent « faire valoir » leur expérience et leur connaissance des quartiers. La plupart d'entre eux n'habitent plus dans les cités délabrées, mais dans les quartiers mieux lotis qui les entourent. Le phénomène de « classe-moyennisation » touche aussi les cadres des associations musulmanes revendicatives. La politique d'encadrement social et politique du culte musulman par le gouvernement français a permis un véritable appel d'air pour certains militants musulmans, qui se sont coupés des dynamiques d'ouverture au mouvement social engagées par le réseau du Collectif des musulmans de France. Mais la « classe-moyennisation » (alliée à une mobilité sociale et spatiale) n'est pas forcément problématique : il est tout à fait possible de vivre en dehors de la cité et connaître une ascension sociale, et participer au mouvement autonome.

À la lumière des phénomènes politiques et sociaux qui ont bloqué la structuration d'un espace politique des quartiers populaires, il n'est pas étonnant que l'encadrement politique des jeunes des classes populaires soit problématique. Les révoltes de 2005 le démontrent amplement, et nous assistons à une véritable régression politique avec l'appel aux « grands frères ». Alors que les municipalités arrachent toutes les possibilités d'engagement dans les banlieues par une politique budgétaire restrictive, elles appellent ces nouveaux « pompiers ethniques » pour calmer ou apaiser les esprits. Or, les émeutes ont bien montré les difficultés des « grands frères » à avoir une influence sur les jeunes adolescents des cités : certains militants, religieux ou non, ont même été menacés physiquement au plus fort des incendies. La rupture intergénérationnelle entre les militants issus des quartiers et la jeunesse populaire ne doit donc pas être escamotée, parce qu'elle pose le problème de la relève militante. Liée au jugement négatif des plus jeunes sur leurs aînés en galère et à l'absence de reconnaissance dans les mouvements de l'immigration, elle est un obstacle majeur à la construction d'une force politique dans les banlieues françaises.

Précarité et rapport au politique

Ce décalage générationnel illustre par ailleurs un rapport différent au politique, induit par la transformation d'une société du salariat en société du précarité²⁵. Les mutations de l'appareil productif français, la désouvriérisation²⁶ (c'est-à-dire la chute symbolique du groupe ouvrier) et les effets de la révolution conservatrice – en termes d'accentuation de la précarité du travail et d'intériorisation de l'idéologie du profit – touchent de plein fouet la jeunesse issue de l'immigration et des cités. L'analyse de Pierre Bourdieu concernant le sous-prolétariat algérien en situation coloniale, dont la conscience révolutionnaire n'émergea qu'à la condition d'une transformation du rapport au présent et au futur, pourrait, dans une certaine mesure, être reprise pour comprendre, par défaut, le déficit de conscience politique dans les classes populaires :

L'accoutumance au non-emploi prolongé et au faire-semblant des métiers de misère, l'absence d'emploi régulier interdisent l'élaboration d'une organisation cohérente du présent et de l'avenir, d'un système d'expectations en fonction duquel toute l'activité et toute l'existence puissent s'orienter. Faute de posséder sur le présent ce minimum de prise qui est la condition d'un effort délibéré et rationnel pour prendre prise sur le futur, tous ces hommes sont livrés au ressentiment incohérent plutôt qu'animés par une véritable conscience révolutionnaire ; l'absence de travail ou l'instabilité de l'emploi sont solidaires de l'absence de mise en perspective des aspirations et des opinions, de l'absence d'un système de projets et de prévisions rationnels dont la volonté révolutionnaire est un aspect. Enfermés dans une condition caractérisée par l'insécurité et l'incohérence, ils en ont plus souvent une vision incertaine et incohérente. [...]

Avec l'emploi permanent et le salaire régulier, avec l'apparition de perspectives réelles d'ascension sociale, une conscience temporelle, ouverte et rationnelle peut se former. Dès lors, on voit disparaître les contradictions entre les aspirations démesurées et les possibilités disponibles, entre les opinions proférées sur le monde imaginaire et les attitudes réelles. Les actions, les jugements et les aspirations s'ordonnent en fonction d'un plan de vie. C'est alors, et alors seulement, que l'attitude révolutionnaire prend la place de l'évasion dans le rêve, de la résignation fataliste ou du ressentiment rageur²⁷.

L'absence d'emploi permanent, de salaire régulier et de perspectives d'ascension sociale dans les quartiers populaires empêche une véritable prise de conscience politique. La conversion politique de toute une génération nécessite non seulement la transformation des conditions sociales d'existence, mais aussi un immense travail politique d'universalisation des cas particuliers, de centralisation des expériences de luttes et d'uniformisation du discours. Ce

²⁵ Robert Castel, *Les Métamorphoses de la question sociale*, op. cit.

²⁶ Stéphane Beaud et Michel Pialoux, *Retour sur la condition ouvrière*, op. cit.

²⁷ Pierre Bourdieu, « De la guerre révolutionnaire à la révolution », in François Perroux (dir.), *L'Algérie de demain*, Paris, PUF, 1962, p. 5-13, repris dans Pierre Bourdieu, *Interventions, 1961-2001*, Marseille, Agone, 2002, p. 32-33.

militantisme de fournis, que n'ont pas encore pu réaliser les militants de banlieues en raison des obstacles déjà évoqués²⁸, est la condition *sine qua non* de la transformation de la « résignation fataliste » et du « ressentiment rageur » en une série de revendications cohérentes et efficaces politiquement, en ce sens qu'elles produisent un système de croyance et d'expectations dans l'avenir.

Cette nouvelle conscience passe par l'émergence d'intellectuels organiques²⁹ capables de témoigner de la communauté d'expérience et d'articuler un discours politique. Comme le remarque Mauger, « l'absence d'« intellectuels organiques », le mythe de la « base » ou, plus précisément, d'une spontanéité populaire inspirée capable de formuler des revendications politiques, laisse ainsi le champ libre à ceux qui se sentent autorisés ou qui ont intérêt à dire ce qu'il faut penser de l'émeute et des émeutiers³⁰ ». Il ne s'agit pas véritablement d'absence mais d'invisibilité : les articles et entretiens menés dans le cadre de ce livre témoignent de l'existence de ce type d'intellectuels. Ainsi, cette invisibilité a rendu possible une concurrence acharnée dans la lutte de définition des révoltes de 2005, qui pouvait aller dans le sens de l'habilitation ou de la disqualification. Or, l'arbitrage de cette concurrence n'a pas été effectué par les révoltés eux-mêmes, mais par les professionnels de la parole publique (journalistes et experts) et les médias dominants.

Champ médiatique et Indigènes de la République

Sans qu'il s'agisse d'un phénomène nouveau, le rôle primordial que prennent les médias dominants dans la définition des révoltes et, de manière plus générale, des causes légitimes, n'est pas sans répercussion dans le milieu des militants de l'immigration, comme l'illustre le cas des Mouvement des indigènes de la République (MIR). Alors qu'il reprend à son compte la critique des médias élaborée par des associations comme Acrimed, sa légitimité politique dépend étroitement des réactions médiatiques et universitaires à l'Appel des indigènes de la République et de leurs prises de position publiques. Cette nouvelle génération de militants de l'immigration se distingue de la génération précédente par plusieurs caractéristiques : la détention d'un capital scolaire plus élevé, souvent d'un bagage universitaire, et une acculturation à la culture scientifique ; une situation de déclassement³¹ social provoquant un décalage entre les aspirations liées aux capitaux détenus et les possibilités d'ascension

²⁸ Mais c'est dans cette perspective que le Forum social des quartiers populaires s'est organisé à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) en juin 2007. En rassemblant des associations de quartier de toute la France, il comptait être « un rendez-vous pour celles et ceux qui veulent construire une force et une parole collective issus des quartiers ». L'appel est disponible sur <http://fsqp.free.fr>

²⁹ Par « intellectuels organiques », on entend ici les indigènes du milieu dominé acculturé à la culture savante et soucieux d'analyser leur expérience sociale dans une logique d'émancipation politique.

³⁰ Gérard Mauger, *L'Émeute de novembre 2005*, *op. cit.*, p. 132-133.

³¹ Ce déclassement est en partie lié à la crise du système universitaire français qui ne réussit pas à intégrer dans l'institution les intellectuels qu'il a formés.

sociale (absence ou interruption) ; et enfin une faible légitimité politique (à l'intérieur de l'espace des mobilisations) à cause de leur courte expérience³² militante dans le « milieu » de l'immigration. C'est sans doute ces différences de parcours social et politique qui expliquent, en partie seulement, les oppositions entre ces deux générations. Mais cette opposition n'est pas totale : quelques « anciens » militants ont rejoint le MIR (pour parfois le quitter peu de temps après) pour des raisons stratégiques ou en raison de la désillusion liée à la crise du militantisme. Les conflits entre ces deux générations posent le problème de l'alliance entre les nouveaux et les anciens, qui pourrait être une solution au problème de la relève militante. Sans vouloir pointer du doigt des responsables d'une convergence avortée, l'expérience conflictuelle des relations entre le MIR et les « anciens » souligne l'intensité des luttes au sein d'un espace de positions dans lequel les militants du MIR sont à leur désavantage.

En effet, alors que la génération des militants du MIB et de DiverCité est celle des *établis* « galériens », les nouveaux ont plutôt le profil de *challengers* étudiants déracinés (le MIR est un phénomène essentiellement parisien *intra-muros*) et tentent de compenser leur déficit de légitimité politique par une volonté de distinction discursive (en mobilisant la référence coloniale) et l'investissement dans le champ médiatique. Le MIR va principalement se forger une légitimité par la conversion du fort capital scolaire et culturel en discours politiques, d'où le fait que les activités publiques du MIR sont essentiellement la production d'écrits (journal *L'Indigène*, site internet, communiqués), la mise en place de tribune (rassemblements ou concerts avec prises de parole) et l'invitation ponctuelle dans les médias dominants³³. Ce répertoire d'action se distingue des pratiques des précédents militants de l'immigration (moins dotés en capital scolaire mais disposant de plus de ressources en « technique militante ») dont les activités consistent à construire des comités de soutien aux familles de victimes, organiser des permanences juridiques, suivre une affaire au tribunal, « monter » des dossiers de double peine (et, littéralement, sauver des vies), etc. La distinction par le discours oblige à faire constamment preuve d'innovation discursive pour se « maintenir dans la radicalité », en inventant des néologismes (comme « indigènes de la République », « souchien » pour « Français de souche », etc.) et de nouveaux slogans (« Va t'faire intégrer ! », « Soyons ostensibles ! » ou « Non à l'intégration par le jambon ! »).

Cette nécessité débouche sur une transformation de la référence coloniale en fonction du rendement politique du discours. Alors que l'appel de janvier 2005³⁴ ne fait que revendiquer un « retour critique radical sur leur passé-présent

³² Les initiateurs du MIR sont pour la plupart des nouveaux venus dans le milieu et des militants de la périphérie. Houria Bouteldja, porte-parole du MIR et employée de bureau, a milité pour la première fois dans le collectif « Les Blédardes » puis dans le collectif « Une école pour tou-te-s » contre la loi d'exception sur le hijab à l'école publique. Sadri Khiari, artiste peintre et docteur en science politique, est un militant tunisien trotskyste arrivé en France en 2003. Néanmoins, Youssef Boussoumah, professeur d'histoire, est un militant de longue date dans les milieux propalestiniens.

³³ La porte-parole du MIR est souvent invitée à l'émission *Ce soir ou jamais* sur France 3.

³⁴ « Nous sommes les indigènes de la République ! », Oumma.com, 16 janvier 2005.

colonial » et qu'« interpelle[r] le système politique et ses acteurs », le livre de Sadri Khiari³⁵, principal rédacteur de l'Appel et figure intellectuelle importante du MIR, va jusqu'à théoriser la notion de « champ politique blanc » en important de manière problématique les concepts politiques afro-américains. Les conflits dans lesquels le MIR s'est illustré sont essentiellement des conflits d'interprétation, autrement dit des luttes symboliques de définition de la réalité sociale. Alors que les mouvements autonomes de l'immigration ont toujours privilégié le rapport de force quasi physique vis-à-vis des autorités (par exemple pour éviter une expulsion et modifier la législation), le MIR s'engage dans un rapport de force strictement symbolique et idéologique. La bataille des mots et idées est privilégiée à défaut d'avoir les ressources suffisantes pour la mener sur le terrain. Mais, comme le souligne Gérard Noiriel, « le succès médiatique des diatribes contre le colonialisme aujourd'hui tient au fait qu'elles ne gênent plus grand monde³⁶ ».

Malgré la dépendance du MIR vis-à-vis du champ médiatique et leur inexistence politique dans les banlieues françaises, son discours a le mérite de soulever au moins deux types de problème : celui des usages politiques de la référence coloniale et celui de la construction d'une identité politique fondée sur le stigmatisme du dominé.

Sur les usages du postcolonialisme

Une des particularités du débat sur le postcolonialisme en France est la bataille de légitimité autour de l'importation dans le débat politique français d'outils intellectuels élaborés dans le monde universitaire anglophone. Le projet des *subaltern studies*³⁷, initiée par l'historien indien Ranajit Guha, était un projet scientifique, dont l'objectif était de sortir des historiographies impérialiste, nationaliste et marxiste de l'Inde, afin d'écrire l'histoire des populations subalternes indiennes, surtout paysannes. Le projet des *postcolonial studies*, inauguré par l'ouvrage fondateur de l'intellectuel palestinien Edward Saïd, *L'Orientalisme*³⁸, relevait plus de l'analyse du discours, des idéologies et des représentations coloniales du monde colonisé. Les deux projets étaient enracinés dans les préoccupations propres aux sociétés ex-colonisées et étaient portés par des universitaires issues de ces pays, qui tâchaient de comprendre les relations de pouvoir dans le contexte colonial et postcolonial.

Dans le monde francophone, il n'a pas été introduit par des intellectuels algériens, marocains, tunisiens, d'Afrique noire, antillais ou vietnamiens, pour comprendre les sociétés de l'ex-Empire français, mais par des universitaires

³⁵ Sadri Khiari, *Pour une politique de la racaille. Immigré-e-s, indigènes, jeunes de banlieue*, Paris, Textuel, 2006.

³⁶ « Itinéraire d'un engagement dans l'histoire. Entretien avec Gérard Noiriel », in *Mouvements*, n° 45-46, mai-août 2006, p. 218.

³⁷ Voir Isabelle Merle, « Les *subaltern studies*. Retour sur les principes fondateurs d'un projet historiographique de l'Inde coloniale », in *Genèses*, n° 3, 2004, p. 131-147.

³⁸ Edward Saïd, *L'Orientalisme. L'Orient créé par l'Occident*, Paris, Seuil, 1997 [1978].

français dans le cadre de controverses françaises propres au monde universitaire français. Les débats sur l'« imaginaire colonial », la « repentance » et le « rôle positif de la colonisation » se sont inscrits dès le départ dans une lutte symbolique pour le monopole de la référence coloniale au sein de la discipline historique et philosophique. Cette lutte s'est articulée autour de trois pôles : les « intellectuels de gouvernement³⁹ » (Max Gallo⁴⁰, Daniel Lefeuvre⁴¹, etc.) qui développent un discours national-sécuritaire et nostalgique de l'Empire colonial ; les « intellectuels critiques » (notamment Olivier Lecour-Grandmaison⁴², l'équipe de l'ACHAC [Association pour la connaissance de l'histoire de l'Afrique contemporaine]⁴³, etc.) qui dénoncent la « fracture coloniale » dans la société française ; et les « intellectuels spécifiques » (Claude Liauzu⁴⁴, Daniel Hemery, Gilbert Meynier, Pierre Vidal-Naquet, etc.) qui voient dans la « fracture coloniale » une « formule aussi creuse et raccrocheuse que la fracture sociale⁴⁵ » et une manière d'occulter « la réalité de conflits sociaux et de mouvements qu'il faut analyser et auxquels il faut apporter des réponses ». Dans un second temps, cette configuration tripolaire s'est en partie reproduite dans le champ politique⁴⁶, mettant en lumière l'absence ou l'invisibilité d'une figure pourtant essentielle du débat : les intellectuels issus des ex-colonies. En effet, « on ne peut qu'être frappé par le fait que, contrairement aux pays anglophones, où des intellectuels issus d'anciennes colonies britanniques ont joué un rôle fondateur et durable dans les études postcoloniales, leurs homologues en France sont très peu visibles parmi les rangs des chercheurs les plus cotés dans ce domaine⁴⁷ ». Cette invisibilité ou absence originelle⁴⁸ dans l'arène du débat fait que la

³⁹ Pour reprendre la typologie de Gérard Noiriel dans *Penser avec, penser contre. Itinéraire d'un historien*, Paris, Belin, 2003.

⁴⁰ *Fier d'être français*, Paris, Le Livre de poche, 2006.

⁴¹ *Pour en finir avec la repentance coloniale*, Paris, Flammarion, 2006.

⁴² *Coloniser, Exterminer : Sur la guerre et l'État colonial*, Paris, Fayard, 2005.

⁴³ Pascal Blanchard, historien, est chercheur associé au CNRS à Marseille. Nicolas Bancel, historien, est professeur à l'université de Strasbourg 2-Marc-Bloch. Sandrine Lemaire, agrégée en histoire, est enseignante. Ils ont codirigé ensemble, avec d'autres auteurs ou séparément, plusieurs ouvrages sur la question coloniale, dont *La Fracture coloniale. La société française au prisme de l'héritage colonial*, Paris, La Découverte, 2005. Leurs activités de recherche sont en partie financées grâce à leur étroite collaboration avec des institutions paraguayennes comme le FASILD (Fonds d'action sociale pour l'intégration et la lutte contre les discriminations, qui devient l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances) et la Délégation interministérielle à la ville.

⁴⁴ (dir.), *Colonisation, droit d'inventaire*, Paris, Armand Colin, 2004.

⁴⁵ Claude Liauzu, Daniel Hemery, Gilbert Meynier et Pierre Vidal-Naquet, « Où va la République ? », in *Libération*, 16 novembre 2005.

⁴⁶ Voir Romain Bertrand, *Mémoires d'empire. La controverse autour du fait « coloniale »*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2006.

⁴⁷ Alec G. Hargreaves, « Chemins de traverse. Vers une reconnaissance de la postcolonialité en France », in *Mouvements*, n° 51, mars 2007, p. 18.

⁴⁸ Alors que dans les *postcolonial studies*, la question « les subalternes peuvent-ils parler ? » est au cœur d'une réflexion historiographique, mais aussi méthodologique, incitant à s'interroger d'où l'on parle et selon quel présupposé, rien de tel ne se passe en France. Cette absence est liée

manière de poser le problème postcolonial s'est réduite à la question réductrice « existe-il une continuité entre colonisation et immigration ? », en occultant complètement, par exemple, les réflexions du sociologue de l'immigration algérienne, Abdelmalek Sayad, qui est l'un des rares intellectuels organiques ayant réfléchi sur le rapport entre la condition du colonisé et la condition d'immigré. Les quelques références faites aux travaux de Sayad par les théoriciens du MIR ont réduit la pensée sayadienne de l'immigration postcoloniale à la caution scientifique d'une posture politique, alimentant ainsi une lutte pour l'héritage de Sayad sans attacher assez d'importance à la poursuite de l'œuvre accomplie.

Cet usage politique de la référence coloniale et de l'œuvre de Sayad pose le problème de la réception du postcolonialisme universitaire dans le monde des militants de l'immigration. Devraient-ils simplement chercher dans le postcolonialisme des arguments théoriques servant de caution à des *certitudes* politiques déjà établies (comme celle du « continuum colonial ») ? Ou devraient-ils y chercher d'autres manières de problématiser les choses et le *doute* dans leurs pratiques, pour que leurs grilles d'analyse politique s'approchent autant que possible de la réalité sociale ? Cet effort intellectuel réflexif devrait ainsi amener à poser la question suivante : pourquoi les militants ont-ils ressenti le besoin de mobiliser la référence coloniale ? Pourquoi la référence coloniale est-elle si présente aujourd'hui alors qu'elle était mineure pendant la Marche pour l'égalité de 1983 (et majeure dans les années 1970) ? La réalité du « continuum colonial » était-elle moins présente en 1983 qu'en 2005 ? Les marcheurs vivaient-ils dans une illusion qui les empêchait de voir la réalité postcoloniale ? Ces questionnements supposent de revenir sur les conditions de production du discours, autrement dit sur les acteurs qui se cachent derrière les discours. Et, en analysant le profil et l'histoire des militants les plus « en pointe » sur le postcolonialisme, on constate que cette inflation du discours postcolonial sert leurs intérêts (symboliques). Dans le cadre de la concurrence interne au milieu, les « indigènes » vont se saisir d'un nouveau discours disponible (le « postcolonialisme ») afin de subvertir les règles du jeu en vue de les ajuster à leurs compétences spécifiques.

En position de *challengers* dominés au sein de l'espace du militantisme de l'immigration, ils ont tenté d'imposer, avec plus ou moins de succès, une reconfiguration du débat politique autour de la notion de « continuum colonial » parce qu'elle coïncide avec les prises de parole et les ressources (savoir universitaire, accès à la littérature du postcolonialisme universitaire, etc.) qui les distinguent des *établis* dominants (la génération du MIB). En postulant la surdétermination du « continuum colonial » et en mobilisant leurs compétences intellectuelles pour la comprendre, ils prétendent au monopole de la définition du monde social. Mais pour imposer de nouvelles règles du jeu dans l'espace confiné du milieu militant, ils ont eu besoin de la consécration, même négative (le MIR a été diabolisé par quasiment tous les médias), du

à la marginalité des intellectuels des ex-colonies dans l'espace universitaire français, mais aussi aux structures des systèmes universitaires des pays ex-colonisés par la France et à leur grande difficulté à s'autonomiser du champ politique (comme c'est relativement le cas de l'Inde).

champ médiatique, tout comme, symétriquement, l'association Ni Putes Ni Soumises⁴⁹ a eu besoin des médias et des intellectuels médiatiques pour être consacrée positivement⁵⁰.

Reconnaissance, subversion et invention

Le second problème est celui de la construction d'une identité à partir du stigmaté. Contrairement aux contextes colonial ou régional – dans lesquels, selon les termes de Sayad, la « stratégie de subversion⁵¹ » du nationalisme et du régionalisme détruit le rapport de force entre dominants et dominés – « la situation qu'engendre l'immigration n'est comparable à aucune autre. En effet, alors qu'en d'autres circonstances le stigmaté peut donner à la révolte (nationaliste, régionaliste, par exemple) ses fondements économiques et sociaux, ses arguments politiques et symboliques, ses principes d'unification et ses bases de mobilisation, suffit-il, dans le cas des immigrés, à assurer véritablement leur identité culturelle ? [...] [N]'est-on pas en droit de se demander si une identité culturelle peut être fondée totalement sur le stigmaté [...]»⁵² ? C'est à partir de cette interrogation que Sayad conclut à l'existence d'un « nationalisme sans nation », d'un « patriotisme sans patrie » et à l'« appropriation impossible » du territoire stigmatisé.

De ce point de vue, la volonté de s'affirmer comme « indigènes » est une invention rhétorique qui ne résout pas le problème du « nationalisme sans nation ». En effet, les associations de l'immigration se référaient jusqu'ici soit à un lieu géographique (la ville ou le quartier), soit à l'arabité (Mouvement des travailleurs arabes, Jeunes Arabes de Lyon et sa banlieue), soit à la nationalité (Association des travailleurs marocains de France, etc.), soit à la religion (Union des jeunes musulmans), soit à la condition d'immigré (Association nouvelle génération immigrée, Maison des travailleurs immigrés, Mouvement de l'immigration et des banlieues). Ces diverses stratégies de subversion se fondent sur une identité « épaisse⁵³ ». Et ce n'est pas un hasard si l'identité

⁴⁹ Pierre Tévanian, *Le Voile médiatique. Un faux débat : « l'affaire du foulard islamique »*, Paris, Raisons d'agir, 2005 ; Stéphanie Marteau et Pascale Tournier, « Ni Putes Ni Soumises : un appareil idéologique d'État », in *Mouvements*, <http://www.mouvements.asso.fr/spip.php?article128>

⁵⁰ Cette comparaison ne vise pas à discréditer le MIR qui considère Ni Pute Ni Soumise comme un adversaire politique. Elle vise simplement à souligner l'importance du rôle des médias dans la construction des deux mouvements, l'un pour le disqualifier, l'autre pour le consacrer.

⁵¹ En abolissant le stigmaté par une inversion symbolique de l'échelle de valeurs et en réhabilitant une identité stigmatisée.

⁵² Abdelmalek Sayad, *La Double Absence*, Paris, Seuil, 1999, p. 363.

⁵³ Tommie Shelby, « Foundations of Black Solidarity : Collective Identity or Common Oppression ? », in *Ethics*, n° 112, janvier 2002, p. 231-266. Selon Pap Ndiaye (« Pour une histoire des populations noires en France : préalables théoriques », in *Le Mouvement Social*, avril 2005, n° 213, p. 91-108) : « Par identité épaisse, il signifie une identité fondée sur une culture, une histoire, des valeurs communes (ou supposées telles) qui marque une différence nette entre ceux qui en sont les porteurs et les autres. Quant à l'identité fine, elle délimite un groupe qui n'a en commun qu'une expérience de la discrimination, de l'inégalité, et la conscience du partage de cette expérience. »

musulmane a le plus de succès, parce qu'elle fournit les ressources symboliques les plus efficaces⁵⁴ pour subvertir le rapport de domination. Mais l'identification au stigmaté « indigènes » relève plus d'une identité « fine », voire même virtuelle, tant il n'est pas prouvé que les populations issues de l'immigration postcoloniale aient conscience de partager l'expérience des « indigènes ».

C'est la raison pour laquelle le MIR tente de l'« épaissir », si l'on peut dire, en mobilisant le rhétorique de la filiation : « L'Appel, quant à lui, inscrit le mouvement des indigènes dans une double voire une triple filiation : filiation dans l'oppression : parce qu'on est descendant d'esclaves ou de colonisés, on est discriminé. L'ethnisation ou la racialisation est le fait du postcolonialisme et non des postcolonisés ; filiation de la mémoire : les descendants d'esclaves et de colonisés partagent la même mémoire des atrocités coloniales. La négation de celles-ci continue de les exclure d'un « vivre ensemble » en France [...] ; filiation dans les luttes : l'héritage commun des luttes anticoloniales et antiracistes reconstruit cette histoire brisée⁵⁵. »

En voulant construire une nouvelle identité « indigène » dans le contexte de l'immigration qui ne fournit pas les conditions de possibilité d'une stratégie subversive, et sans être sûrs de la réalité de ce partage d'expérience, les militants du MIR sont condamnés à incarner la « volonté pathétique de s'approprier un monde impossible⁵⁶ » et à confirmer le diagnostic de Sayad : « Comme toutes les fois qu'il s'agit de lutter contre la stigmatisation et contre la domination qui en est un des effets majeurs, ou qu'il s'agit [...] de lutter pour l'identité de soi (identité nationale ou autre), de lutter pour imposer une définition autonome de soi, c'est-à-dire pour pouvoir définir conformément à ses intérêts (matériels et symboliques) les principes de définition du monde social, cela n'aboutit, le plus souvent, à rien d'autre qu'à reproduire sous une forme inversée le stigmaté attaché à la représentation qu'on veut combattre⁵⁷. » À défaut de pouvoir construire une définition de soi autonome vis-à-vis des catégorisations d'État (et le terme « indigènes » en est une), on est condamné à reproduire l'aliénation et les schémas de perception dominants.

Pour conclure, à cause de l'improbabilité – et non de l'impossibilité, comme l'affirme Sayad – de la stratégie de subversion en contexte d'immigration, la stratégie de reconnaissance, celle de l'identité dominée comme identité légitime, s'impose d'elle-même, d'où l'inflation des revendications sur la reconnaissance de l'histoire de la colonisation et de l'immigration, de l'esclavage et de la traite négrière, de la réalité des discriminations, etc. Cette perspective est sans doute nécessaire parce qu'elle s'attaque au problème de l'illégitimité de la présence des immigrés et de leurs enfants sur le territoire national. Mais son exclusivité peut déboucher sur des impasses politiques.

⁵⁴ Les ressources symboliques de la conversion à l'islam sont un ensemble de règles de conduite et de pensée établi bénéficiant d'une légitimité religieuse, le sentiment d'appartenance à une communauté élargie, une inscription dans une histoire millénaire, la revalorisation de l'identité de soi, etc.

⁵⁵ Sadri Khiari, « L'Indigène discordant », *art. cit.*

⁵⁶ Abdelmalek Sayad, *La Double Absence*, *op. cit.*, p. 365.

⁵⁷ *Ibid.*, p. 362.

NOUVELLES FIGURES ET MUTATIONS DES LUTTES DE L'IMMIGRATION

Suffit-il d'être reconnu du dominant pour être libéré de la domination ? Servant les intérêts des entrepreneurs de mémoire et d'identité, cette stratégie peut ne consister qu'à demander aux dominants la légitimité de la présence des « minorités visibles ». Elle peut produire des revendications qui relèvent, si l'on peut dire, du « droit à l'exploitation égalitaire » (Je veux travailler, consommer, etc., comme les « Français »). Les classes populaires issues de l'immigration en seraient réduites à demander l'*égalité dans l'exploitation* de l'économie capitaliste. Parce que là est le problème de la stratégie de reconnaissance symbolique : loin de transformer radicalement les hiérarchies et les modes de division du monde social, elle peut ne consister qu'à perpétuer les catégories d'État, notamment le clivage national/étranger, et participer au renouvellement des politiques publiques.

Et elle empêche de penser une vraie perspective de la reconnaissance émancipée du regard dominant, une improbable *stratégie d'invention*, qui consisterait, d'une part, à s'attaquer aux rapports de force symbolique (comme la subversion), mais également à s'émanciper radicalement, sans inversion artificielle de l'échelle des valeurs, des catégories d'État imposées aux dominés et, d'autre part, à articuler dans la lutte les dimensions sociales, sexuées et raciales des rapports de force.